

PRÉVENTION DES CRISES ET RELÈVEMENT

RECONSTRUIRE EN MIEUX

Les pays qui subissent les effets de conflits et de catastrophes figurent parmi ceux qui risquent le plus de ne pas atteindre les OMD d'ici 2015. Le développement humain y est remis en question par toute une gamme de menaces complexes, notamment l'inégalité des sexes, la mauvaise gestion des conflits, les insuffisances des politiques relatives aux ex-combattants, la prolifération des armes légères, la faiblesse du système judiciaire et des forces de l'ordre, et le manque de préparation aux catastrophes. Avec l'assistance technique et financière du PNUD, nombre de ces pays réalisent des progrès, mais il sera essentiel, durant les cinq ans à venir, de maintenir l'appui et de continuer de renforcer les politiques internationales et les partenariats.

5 minutes

Temps qu'il a fallu à l'Indonésie pour émettre une alerte au tsunami après avoir détecté un séisme majeur en septembre 2009. L'appui du PNUD a contribué à l'institutionnalisation de systèmes d'alerte rapide dans les pays frappés par les tsunamis de l'océan Indien en 2004.

L'année dernière, 87 bureaux de pays du PNUD ont apporté leur appui à des gouvernements nationaux dans le cadre de la prévention des crises et en phase de post-crise, sous forme soit d'assistance technique et financière directe, soit de leadership en matière de politique, soit de coordination des interventions des organismes internationaux pour assurer une réponse efficace et opportune à diverses situations de crise. Mais surtout, le PNUD s'attache à assurer un relèvement durable des crises, s'inscrivant dans le long terme et tenant compte des impératifs relatifs à l'économie, à l'infrastructure et au climat politique et social, pour que les pays, une fois remis sur la bonne voie, s'y maintiennent.

GENRE ET CRISES

En 2009, le PNUD a déployé des efforts considérables pour assurer la protection des femmes et accroître leur contribution à la prévention des crises, au rétablissement de la paix et au relèvement. Il a notamment porté une attention accrue à la lutte contre la violence sexiste dans les situations de conflit et de post-conflit, en réponse à la résolution

1820 (2008) du Conseil de sécurité des Nations Unies.

Un programme du PNUD exécuté au **Népal** a assuré la formation de 310 juges à la lutte contre la violence sexiste et a établi 20 centres de médiation communautaires dans quatre districts pour traiter des cas de violence intrafamiliale. En outre, dans sept districts, ce programme a mis en place 70 comités parajuridiques chargés spécifiquement de traiter des cas de violence sexiste. Le PNUD a également formé les 901 membres de ces comités, dont 90 % sont des femmes, et il a établi quatre bureaux d'aide juridique qui, au cours de leurs neuf premiers mois d'activité, ont ouvert 265 dossiers de cas de violence sexiste.

Quelque 80 % des survivants de conflits en Colombie sont des femmes. En collaboration avec UNIFEM, le PNUD appuie les organisations féminines locales dans cinq régions affectées par les conflits pour les aider à participer activement aux processus de paix et de réconciliation. En 2009, les travaux du PNUD ont bénéficié directement à plus de 600 femmes, appartenant à 385 organisations de femmes, et aux 14 000 membres de ces organisations réparties dans tout le pays par le renforcement de leurs relations de réseau. Ces travaux ont produit une série de propositions de politique portant sur les questions intéressant les femmes et sur leurs points de vue dans les efforts de vérité et de réconciliation.

PRÉVENTION DES CRISES

Les effets des catastrophes naturelles et des crises politiques sont amplifiés par la récession mondiale ainsi que par la concurrence des demandes d'utilisation des ressources naturelles de plus en plus limitées. En conséquence, les interventions du PNUD en matière de réduction des risques de catastrophe sont très demandées.

Grâce à l'appui fourni par le PNUD pour institutionnaliser les systèmes d'alerte précoce dans les pays dévastés par les tsunamis de l'océan Indien de 2004, ces pays vulnérables sont mieux équipés qu'ils ne l'étaient il y a cinq ans. Ainsi, par exemple, l'**Indonésie** a-t-elle pu lancer un avertissement cinq minutes après avoir détecté la survenue d'un séisme de forte intensité en septembre 2009, ce qui a permis l'évacuation opportune des habitants vers des zones d'accueil où ils étaient en sécurité. En 2009, cette initiative a contribué à l'élaboration, aujourd'hui en cours, d'une procédure opérationnelle permanente pour les systèmes

d'alerte précoce dans l'ensemble de l'océan Indien. L'Indonésie a également pris l'initiative de faire un essai de cette procédure préliminaire, auquel ont participé avec succès les communautés du littoral de 18 pays de l'océan Indien.

Le **Mexique** a été frappé au cours de la dernière décennie par une série d'ouragans particulièrement destructeurs qui se sont abattus sur ses côtes méridionales, ce qui a rendu absolument indispensable pour une population déjà vulnérable l'élaboration d'un plan en prévision des catastrophes. Tempêtes, fronts froids et incendies ont également infligé de sérieux dégâts dans le pays. Le programme du PNUD pour l'atténuation à long terme des risques de catastrophe, exécuté en partenariat avec le gouvernement central et les administrations locales, a été adopté par sept états du sud-est du Mexique. Le PNUD dispense une formation aux communautés et aux organisations locales en matière d'identification des risques puis de mise en place de mesures prévisionnelles. Le programme accorde une attention particulière aux questions d'égalité des sexes et aux facteurs interculturels qu'il est nécessaire de prendre en considération pour formuler des plans adaptés. En 2010 et au-delà, le PNUD prévoit d'étendre ce programme à d'autres états du Mexique ainsi qu'à d'autres pays de la région.

RELÈVEMENT AU LENDEMAIN DES CONFLITS

En mai 2009, à **Sri Lanka** la fin d'une guerre civile de trois décennies a aussi eu pour effet le déplacement dans le pays de près de 300 000 personnes. Le PNUD a œuvré en étroite coopération avec les pouvoirs publics pour délivrer des papiers d'identité à plus de 29 000 personnes qui avaient perdu les documents originaux ou qui n'y avaient plus accès.

Grâce à cette mesure, le retour au pays des personnes déplacées s'est déroulé de manière bien plus ordonnée et, munies de leurs documents, celles-ci ont maintenant plus facilement accès aux services sociaux de base. Le PNUD a également étendu ses activités de déminage dans le nord du pays, ce qui, à la mi-mars 2010, avait déjà permis le retour de près des deux tiers des populations déplacées. En outre, le PNUD a fourni des subventions de démarrage à 2 000 habitants de 56 villages affectés par les conflits, pour les aider à se procurer de nouveaux moyens d'existence.

Du fait de sa présence renforcée en **Irak**, le PNUD est bien positionné pour aider le pays à reconstruire et ses habitants à retrouver une vie normale, selon des priorités choisies par eux et compte tenu de leurs besoins de relèvement à long terme. En 2009, l'Irak a atteint un certain nombre de jalons d'une importance primordiale dans sa quête visant à l'établissement d'un régime démocratique solide, notamment en tenant des

élections provinciales dans une grande partie du pays, celles-ci préparant la voie aux élections parlementaires de 2010. Le PNUD a œuvré en étroite coopération avec la Haute Commission électorale indépendante dans divers domaines, allant de la fourniture de conseils sur l'établissement de procédures de scrutin standardisées jusqu'à l'élaboration, avec le Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets, d'un programme à long terme consacré au renforcement des capacités de gestion et de planification stratégique ainsi que du savoir-



Au Sud-Soudan, des groupes de travail gouvernementaux planifient le budget national avec l'aide du PNUD.

faire organisationnel de la Commission.

Les élections provinciales organisées en Irak en 2009 ont été remarquables pour leur campagne d'information du public novatrice, qui a fait usage des nouveaux médias, blogues, SMS et YouTube. Les élections de 2010 ont, elles aussi, eu leur importance historique en ce qu'elles ont démontré la capacité de la Commission électorale à organiser des élections indépendamment.

Le PNUD possède plus de 50 ans d'expérience en matière de coopération avec le peuple de l'**Afghanistan**, en temps de crise comme en temps de paix. Au cours des huit dernières années, il a joué un rôle central dans la réponse apportée à la crise actuelle par la communauté internationale. Aujourd'hui, le programme du PNUD en Afghanistan est le plus grand de tous ses programmes de pays, pas moins de 22 États membres lui ayant confié des ressources sur lesquelles 557 millions de dollars ont été décaissés en 2009 pour renforcer les capacités de l'État à répondre aux besoins de sa population. Les initiatives ainsi mises en œuvre allaient d'activités de stabilisation et d'établissement de la paix, au renforcement de la gouvernance démocratique, à l'atténuation de la pauvreté, à la gestion des ressources naturelles et à la réduction des risques de catastrophe.

Une évaluation indépendante des résultats du développement menée en 2009 a constaté que

le PNUD avait contribué à la plupart des grands accomplissements du processus de paix depuis 2002. En 2009, le PNUD s'est concentré sur les domaines essentiels pour la stabilité et la sécurité dans les environnements extrêmement complexes. En partie grâce au travail du PNUD dans le domaine de l'état de droit, les forces de police de tout le pays ont été payées régulièrement et à temps, 99,7 % du personnel de police étant à présent couverts par un système électronique de paie. Près de 900 femmes ont été recrutées dans la police, 700 groupes armés illégalement se sont dissous volontairement et près de 50 000 armes illicites ont été recueillies.

Les activités du PNUD dans le **Territoire palestinien occupé** visent à atténuer la pauvreté et à rétablir les moyens d'existence. À Gaza, au lendemain immédiat de l'escalade de la violence en décembre 2008, le PNUD a coopéré avec l'Autorité palestinienne ainsi qu'avec des partenaires nationaux et internationaux pour effectuer une évalua-

communautés auxquelles ils appartenaient. En 2009, le PNUD a fourni des appuis à ces fins à un grand nombre d'ex-combattants : 8 000 en **République centrafricaine**, 60 000 en **Colombie**, 800 aux **Comores**, 1 800 au **Kosovo**, 15 000 au **Népal** et 15 000 à **Sri Lanka**.

La démobilisation des combattants et leur réinsertion dans la société occupent une place cruciale dans l'Accord de paix global de 2005 au **Soudan**, mettant un terme à la guerre civile au Sud-Soudan et marquant la fin de la plus longue guerre civile africaine. En août 2009, le programme de DDR du Soudan avait démobilisé dans le sud du pays plus de 12 000 ex-combattants dont 2 000 femmes. Le PNUD fournit les appuis techniques et financiers nécessaires pour la composante de réinsertion du programme exécuté par le gouvernement.

Les participants reçoivent des aides dans le court terme, tels que des vêtements, des moustiquaires, des paiements en numéraire et des rations alimentaires familiales. Il leur est également fourni des conseils sur leurs options en matière de moyens d'existence, pour appuyer le processus de réinsertion. Les participants peuvent choisir de devenir, par exemple, agriculteur, petit entrepreneur ou mécanicien ; ils reçoivent alors la formation professionnelle appropriée ainsi que le matériel et les fournitures nécessaires pour se lancer dans leurs nouvelles activités, puis des services consultatifs d'accompagnement dans leur nouvelle vie au lendemain du conflit.

ARMES LÉGÈRES, VIOLENCE ARMÉE ET ACTION ANTIMINES

La disponibilité des armes légères dans un environnement marqué par les inégalités socioéconomiques qui se creusent, l'urbanisation rapide, le chômage et les atteintes à l'état de droit accroît les risques de violence armée et d'activités criminelles organisées dans les situations de conflit ainsi que de non conflit.

Des dizaines de milliers d'armes légères et de petit calibre et des milliers de tonnes de munitions ont été recueillies et détruites grâce aux travaux du PNUD (voir *Gros plan : Croatie*, p. 26). En **Bosnie-Herzégovine**, les efforts du PNUD ont permis de détruire 95 000 armes et 5 000 tonnes de munitions. Ces initiatives ont été complétées par des efforts de renforcement des politiques nationales et des lois sur le contrôle des armes, ainsi que de réduction de la demande d'armes par l'élaboration de plans de sécurité communautaires.

Le nombre de personnes victimes des mines terrestres, tuées ou blessées au cours des 30 dernières années, souvent très longtemps après la fin des conflits, dépasse un million. Au vu de cette sombre réalité, le PNUD conçoit le déminage comme une activité indispensable pour que les

APPUI DU PNUD EN MATIÈRE DE PRÉVENTION DES CRISES ET DU RELÈVEMENT

Pays ayant reçu l'appui du PNUD en 2009	87
Nombre de pays en situation de crise et d'après-crise dans lesquels le PNUD a apporté son concours au renforcement de l'état de droit en 2009	20
Pourcentage des ménages du Myanmar affectés par le cyclone Nargis qui considèrent leur situation comme « notablement améliorée » après les travaux du PNUD pour le relèvement précoce	71 %

tion des dégâts et des besoins immédiats et pour élaborer des plans de reconstruction. En 2009, il a supervisé le décaissement d'aide d'urgence en numéraire à 8 700 familles dont le logement avait été endommagé ou détruit, le lancement d'un programme de 8 millions de dollars pour aider les agriculteurs dont les exploitations avaient subi de graves dégâts, et le déblaiement de plus de 90 000 tonnes de gravats provenant de maisons et de bâtiments publics.

DÉSARMEMENT, DÉMOBILISATION ET RÉINSERTION

Le désarmement, la démobilisation et la réinsertion (DDR) des ex-combattants sont un élément essentiel du relèvement en phase de post-conflit qui contribue à la sécurité et à la stabilisation de manière à ce que la reconstruction et le développement puissent commencer. Ce processus prévient également la reprise de la violence. L'instauration d'une paix réelle et durable ne peut avoir lieu qu'une fois que les ex-combattants se sont réinsérés, sur le plan économique et social, dans les

pays affectés par ce fléau retrouvent leur stabilité économique et sociale.

Plus de dix ans après la fin du conflit au Kosovo qui, en 1999, avait laissé des champs de mines et des munitions non explosées le long de la frontière septentrionale de l'**Albanie**, ce pays a été déclaré officiellement exempt de mines en 2009, grâce à un programme de déminage mené conjointement par le PNUD et le gouvernement qui porte également assistance aux victimes des mines. Globalement, ce programme a éliminé plus de 12 000 mines antipersonnel, 152 mines antichar et près de 5 000 cartouches et engins non explosés dans le nord-est de l'Albanie, ce qui permettra d'éviter les accidents causés par ces restes explosifs de guerre dans la région.

ÉTAT DE DROIT, JUSTICE ET SÉCURITÉ

Au cours des conflits armés, l'état de droit fait place au règne de la force. L'injustice, l'insécurité et les violations du droit international et national dominent l'existence de millions de gens, dont beaucoup sont contraints de fuir de chez eux. En l'absence de l'état de droit, il est impossible d'envisager un relèvement et une reconstruction quelconques au lendemain des conflits. Les activités du PNUD visant au renforcement de l'état de droit dans plus de 20 pays en situation de crise et d'après-crise ont continué de s'étendre et de s'approfondir durant l'année écoulée.

En 2009, le PNUD a appuyé la formation de 5 400 membres des forces de police et de l'appareil judiciaire de 17 pays. En **RDC**, où le viol est endémique, cinq nouveaux centres d'aide juridique pour les femmes ont été établis avec son concours. Des milliers de personnes déplacées et touchées par la guerre ont eu accès à l'aide juridique et à la justice dans des pays tels que le **Népal**, la **Sierra Leone**, la **Somalie** et le **Tchad**. Les survivantes de viol ont pu faire valoir leurs droits devant les tribunaux et retrouver leur dignité au Kosovo, en RDC, en Sierra Leone, au Soudan et au Tchad. Et les services de police communautaires ont redonné un sentiment de sécurité aux communautés exposées au **Libéria**, en **Somalie**, au **Soudan** et à **Sri Lanka**.

RELÈVEMENT APRÈS LES CATASTROPHES NATURELLES

En septembre et en octobre 2009, la région Asie-Pacifique a été frappée par une série de catastrophes, notamment un tsunami, un séisme, des typhons et des inondations, qui ont causé de graves pertes de vie et de moyens d'existence dans 10 pays allant de l'**Inde** au **Samoa**. Cette région est chaque année le site de plus de 70 % des catastrophes naturelles qui s'abattent sur notre planète. Le PNUD a joué un rôle clé dans la planification des secours et du relèvement précoce, assurant notam-

12 452

Superficie en kilomètres carrés de terres du nord-est de l'Albanie où un programme du PNUD a éliminé les mines antipersonnel ; le programme a également débarrassé ces terres de 152 mines antichar et de 4 965 cartouches et engins non explosés.

ment la coordination et l'apport de l'aide internationale dans tous les pays affectés.

Par exemple, au Samoa, après un tsunami qui a fait 100 morts et causé plus de 100 millions de dollars de dégâts, le PNUD a dirigé les interventions de relèvement précoce, coordonnant les efforts de plus de 60 organismes et organisations humanitaires. Ceci a permis d'apporter au gouvernement et la population une aide ciblée et opportune. Les organisations humanitaires et les partenaires gouvernementaux ont élaboré un plan national de relèvement précoce dans les 10 jours qui ont suivi le tsunami ; le premier ministre a approuvé le plan et le pays a reçu toutes les ressources nécessaires pour couvrir le coût des activités, s'élevant à 100 millions de dollars.

Le succès des interventions du PNUD, qui assume la direction des efforts de relèvement axés sur la réhabilitation et le développement à long terme, est clairement illustré par ses travaux au **Myanmar** et par la réponse actuelle du pays face à la dévastation causée par le cyclone Nargis en 2008. Selon une récente étude d'impact du programme de relèvement précoce du PNUD, 71 % des ménages affectés considèrent que leurs conditions de vie sont « notablement améliorées », plus de 60 % des habitants actifs dans le secteur des pêcheries, qui a été entièrement détruit, ont pleinement retrouvé leurs moyens d'existence et plus de 75 000 ménages ont pu reprendre leurs activités dans les secteurs de l'agriculture, de la pêche ou du commerce grâce à des microprêts.

Le PNUD a également aidé plus de 500 villages à mettre en place des comités de gestion des catastrophes, qui ont ensuite élaboré des plans de gestion des catastrophes axés sur la réduction des risques, l'atténuation des impacts et l'amélioration de la réponse aux catastrophes. Enfin, une initiative de microfinancements du PNUD qui arrivait à expiration a accordé une remise des dettes des ménages durement touchés par le cyclone, d'un montant de près de 3 millions de dollars, et a repris ses activités de prêt. Ce programme a ainsi décaissé 1,3 million de dollars à plus de 76 000 habitants de 1 060 villages qui avaient subi les pires effets de la catastrophe. ●

GROS PLAN : CROATIE

● ● ● ● ● ● CONTRÔLE DES ARMES ET PRÉVENTION DE LA VIOLENCE

Dans 47 des 49 grands conflits en cours durant les années 90, les armes de choix étaient les armes de petit calibre. Ces armes ont fait en moyenne plus de 250 000 morts par an, un nombre de plus en plus élevé de décès survenant dans des situations de non conflit.

En **Croatie**, des années de conflits de grande ampleur, certains remontant à l'époque de la Deuxième Guerre mondiale et d'autres étant survenus aussi récemment que dans les années 90, ont laissé au pays un dangereux héritage, notamment sous la forme de la possession illégale mais largement répandue d'armes diverses. Certaines régions de la Croatie connaissent des taux croissants de violence armée et de crime, qui remettent en question les progrès en matière de développement humain dans un pays encore traumatisé par les effets de la guerre. Fait notable, la violence armée n'a cessé de s'intensifier au cours des six dernières années et la grande majorité des habitants considèrent que l'insécurité est aujourd'hui plus grande dans leurs communautés qu'il y a 20 ans.

La disponibilité des armes à feu fait que les différends peuvent déboucher rapidement sur des affrontements armés. De septembre 2007 à la fin 2009, une campagne de collecte d'armes organisée par le PNUD et le ministère de l'Intérieur a recueilli plus de 39 000 armes à feu, mines et autres engins explosifs, un million de munitions et plus d'une tonne d'explosifs. Rien que durant les neuf premiers mois de la campagne, plus de 16 000 armes ont été remises volontairement aux autorités, soit un investissement direct de moins de 10 dollars par arme.

Le PNUD avait conçu cette campagne en s'inspirant des pratiques optimales des programmes de collecte d'armes de la région et du monde entier, mais en adaptant l'approche aux spécificités des besoins de la Croatie. Outre les activités de désarmement volontaire, le programme a également appliqué des mesures pragmatiques d'amélioration des forces de police croates et effectué une analyse de la violence armée et de la criminalité dans la société croate. Enfin, le PNUD a aidé les autorités à détruire et à recycler les surplus d'armes.

La campagne de collecte d'armes a mobilisé diverses personnalités en vue, dont des athlètes, des musiciens et des artistes, qui ont participé aux activités de sensibilisation. Un célèbre

groupe de musique pop croate a produit une chanson pour la campagne. Celle-ci a également bénéficié d'une vaste couverture dans les médias locaux et nationaux ainsi que de messages d'intérêt public diffusés gratuitement par la radio et la télévision. Un service téléphonique gratuit a été établi pour fournir des informations sur les modalités de la remise des armes. Dès le début de la campagne, il a été clairement précisé que les détenteurs d'armes remettaient celles-ci aux autorités pour contribuer au développement économique et à la sécurité humaine et pour protéger leur famille des accidents.

En 2009, le PNUD s'est attaché à sensibiliser le public aux dangers des armes à feu illégales dans les régions de la Croatie qui avaient été gravement affectées par la guerre dans les années 1990. Ces régions connaissent des niveaux croissants de violence armée et subissent toujours des pressions intenses durant la phase de transition qui leur permettra de reléguer le conflit dans le passé. La campagne, qui se poursuivra dans ces régions jusqu'à la fin 2011, bénéficie dans une grande mesure de l'appui des associations d'anciens combattants, d'ONG de femmes et de groupements de jeunes, qui sont les trois groupes les plus touchés par la montée de la violence armée. En septembre 2009, le gouvernement a adopté une nouvelle stratégie de contrôle des armes qui précisait que la campagne de collecte lancée par le PNUD et le ministère de l'Intérieur constituait un instrument de progrès essentiel.

FAITS SUR LA CROATIE

Nombre de réfugiés en

Croatie : **97 012**

Taux d'alphabétisation :

98,7 %

Femmes siégeant au

Parlement : **22 %**



Officiers de police croates expliquant les avantages de la remise volontaire d'armes, dans le cadre d'un programme de sensibilisation du public appuyé par le PNUD.